

Martine Anselme du secrétariat de Lutte ouvrière



À l'attention d'Amnesty International

Bonjour,

J'ai bien reçu votre demande d'engagements adressée à l'ensemble des candidats à la présidence de la république. Comme vous le savez, je ne serai pas élue. Je ne vais donc pas faire semblant en prétendant m'engager officiellement sur votre plateforme. Je peux par contre vous apporter mon soutien sur nombre de sujets que vous abordez.

Nous sommes bien entendu d'accord avec vos demandes concernant :

- le droit d'expression et à l'information
- le droit de manifester sans risquer de perdre un œil ou une main
- la lutte contre la surveillance numérique
- la lutte contre les violences et discriminations à l'encontre des femmes et des personnes LGBTI
- la lutte contre les discriminations raciales ou religieuses
- garantir le droit d'asile. J'ajouterai le droit de circulation et d'installation pour tous
- la protection des civils dans les conflits

Je me sens particulièrement concernée par la nécessité de faire en sorte que la responsabilité des grands groupes soit reconnue dans les catastrophes humanitaires, écologiques causées par eux-mêmes, leurs filiales ou leurs sous-traitants dans les pays sous-développés.

J'entends lutter contre la liberté laissée à ces grands groupes de faire ce qu'ils veulent partout dans le monde au mépris des conditions de vie de la population et de celles des travailleurs. Mais « s'engager » contre les ravages de ce système sans le remettre fondamentalement en cause est au mieux illusoire et le plus souvent, pour les partis qui prétendent le faire, un boniment électoral remis aux oubliettes sitôt finies l'élection. Ceux qui répondront qu'ils « s'engagent » dans le cadre du système actuel, ne le feront pas et ne pourront pas le faire car ils ne commandent pas aux industriels, ils ne commandent pas à ceux qui empoisonnent la nature, ils ne commandent pas à Union Carbide donneur d'ordre à Bhopal où des milliers de travailleurs ont été tués, à Total mère d'AZF où 31 salariés ont été tués et des milliers d'habitants sinistrés à Toulouse, ils ne commandent pas

aux compagnies pétrolières qui déversent leurs marées noires dans les océans détruisant la vie animale et les plantes sur leur passage, ils ne commandent pas aux grandes marques de prêt-à-porter et de la grande distribution qui ont causé la mort de 1138 personnes en 2013 à Dacca au Bangladesh dans l'effondrement de l'immeuble Rana Plaza

Concernant la nécessité de transparence et d'encadrement dans les ventes d'armes, je dis la même chose : ceux qui vont gouverner et qui prétendent s'engager à soutenir votre combat sont des bonimenteurs. Car ils sont partie prenante des guerres en cours et des violences contre la population civile qu'elles provoquent.

Avec la guerre en Ukraine, toutes les grandes puissances se réarment. Et avec les destructions occasionnées par ce conflit, même évoquer une hypothétique neutralité du bilan carbone est tout à fait surréaliste !

De plus il me semble bien difficile de définir à quel pays il pourrait être convenable de vendre des armes. La France est l'allié de nombreuses dictatures comme l'Arabie Saoudite. Comment définir les pays qui utilisent ces armes dans le respect des droits humains ce qui est en soi antinomique ? Par quel moyen assurer un contrôle alors que chaque contrat est célébré comme une victoire industrielle par le gouvernement ? L'annulation de la vente des deux vedette Mistral à la Russie en 2014 pour cause d'invasion de la Crimée a été aussitôt compensée par la vente de ces mêmes vedettes au dictateur égyptien Al-Sissi.

Quant aux multinationales spécialisées dans la fabrication d'armes, elles vendent directement ou par l'intermédiaire de revendeurs, aux plus offrants. Elles savent utiliser et détourner les lois, les règlements en fonction de leurs intérêts dans le domaine des armes comme dans les autres secteurs. Leur armada d'avocats est là pour les sortir des mauvais pas et minimiser les conséquences financières en cas de condamnation.

J'affirme ma position contre la production et la vente d'armes, une position que mes camarades défendent aussi dans les entreprises concernées. Car les salariés pourraient y produire d'autres produits bien plus utiles à la collectivité que des engins de morts.

L'une des principales raisons de mon engagement dans cette élection c'est la défense des intérêts des travailleurs mais il en va de même du climat et de l'environnement, des guerres, comme du chômage et de l'exploitation du monde du travail : tous les politiciens s'engagent à trouver des solutions mais, une fois au pouvoir, ils sont bien incapables d'empêcher les catastrophes annoncées car cela nécessiterait un changement social profond : mettre fin à la propriété privée des moyens de production, des usines, des banques, des transports et des grandes chaînes de distribution, qui empêche toute organisation rationnelle de l'économie, cela nécessiterait d'organiser de toute urgence l'économie d'une façon rationnelle, planifiée, pour répondre aux besoins du plus grand nombre tout en préservant l'environnement.

Bien cordialement,

Nathalie ARTHAUD